

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

6 janvier 2023

---

PORTANT AMÉLIORATION DE L'ACCÈS AUX SOINS PAR LA CONFIANCE AUX  
PROFESSIONNELS DE SANTÉ - (N° 362)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N ° AS295

présenté par

M. Valletoux, M. Christophe, M. Gernigon, M. Benoit, M. Albertini, Mme Bellamy, Mme Carel,  
M. Favennec-Bécot, Mme Félicie Gérard, M. Jolivet, M. Kervran, Mme Kochert, M. Lamirault,  
M. Larssonneur, Mme Le Hénanff, M. Lemaire, M. Marcangeli, Mme Moutchou, M. Plassard,  
M. Portarrieu, Mme Poussier-Winsback, M. Pradal, Mme Rauch, M. Thiébaud, M. Villiers,  
Mme Violland et les membres du groupe Horizons et apparentés

-----

**ARTICLE PREMIER**

À la première phrase de l'alinéa 7, supprimer la référence :

« L. 1434-12, ».

**EXPOSÉ SOMMAIRE**

L'article 1 prévoit un accès direct aux IPA qui exerce au sein d'une structure coordonnée, incluant une CPTS (communauté professionnelle territoriale de santé).

Or ces CPTS sont à stades d'avancement très différents sur le territoire ; dans certaines régions, une CPTS est parfois uniquement un annuaire de professionnels de santé. Cela a pour conséquence que leur lisibilité n'est pas identique partout pour le patient : il ne lui est pas toujours possible d'identifier facilement quel professionnel exerce en CPTS et donc à qui il aurait accès direct remboursé.

Cet amendement vise donc à supprimer la CPTS, tant qu'elles sont toujours en cours de déploiement, de la liste des modes d'exercice coordonnés ouvrant à l'accès direct pour les professionnels concernés prévu dans la présente loi.